



## Mali : une élection présidentielle attendue...et réussie !

Bérangère Rouppert<sup>1</sup>

29 juillet 2013



*Les citoyens maliens votent pour le premier tour de l'élection présidentielle à Bamako, au centre situé dans l'école de la République (Source : Bamako, 28 juillet 2013, MINUSMA).*

Cela faisait plusieurs mois qu'on l'attendait fébrilement et avec anxiété la tenue de l'élection présidentielle au Mali, tant rien ne semblait réuni pour son (bon) déroulement. Plusieurs obstacles apparaissaient alors comme des écueils insurmontables<sup>2</sup> : la fabrication de millions de cartes d'électeurs en quelques semaines à peine et leur distribution chaotique ; le déroulement du scrutin sur l'ensemble du territoire notamment dans la région de Kidal difficile à pacifier même après l'accord de Ouagadougou du 18 juin ; le risque d'attentats ; la difficulté pour un grand nombre de déplacés internes et de réfugiés dans les pays voisins à se

faire recenser et à recevoir leurs cartes d'électeurs ; une campagne marquée par l'abandon d'un des candidats défiant face à « un processus électoral bâclé, conduit dans l'autisme »<sup>3</sup>, etc.

Pourtant le premier tour de l'élection présidentielle malienne a bien eu lieu ce dimanche 28 juillet et, fait surprenant, sans aucun incident majeur à déplorer. Pourtant, quelques jours avant le scrutin, l'enlèvement d'agents électoraux à Tessalit, les menaces d'attaques du Mujao pour le Jour J et l'accumulation de problèmes logistiques faisaient encore craindre le pire pour cette élection destinée à restaurer une démocratie en déliquescence.

La levée de l'état d'urgence début juillet a permis de lancer la campagne électorale qui, pendant près de trois semaines a battu son plein, courts délais oblige, sur les thèmes de la crise politique et sécuritaire et de la réconciliation nationale. C'est dans le calme que l'ensemble des candidats a pu organiser des meetings, s'exprimer à la télévision nationale selon un temps de parole identique ainsi que sur les ondes radiophoniques, sillonner l'ensemble du territoire et aller à la rencontre de ses concitoyens. Toutefois, les restrictions imposées par la religion musulmane pendant le mois du Ramadan ont pu quelque peu ternir la campagne.

1. Bérangère Rouppert est chargée de recherche au GRIP et auteure de plusieurs Rapports et Notes d'Analyses sur les questions de sécurité et de défense. Ses travaux se concentrent actuellement sur la bande sahélienne.

2. Voir Bérangère Rouppert, « *Rendre l'avenir du Mali aux Maliens* », Note du GRIP, 4 juin 2013.

3. « *Présidentielle : Tiébilé Dramé se retire de la course* ». *Le Républicain*, 18 juillet 2013.

### ***Une mobilisation plus importante au Sud qu'au Nord***

Près de 7 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales étaient attendus aux urnes afin de choisir, parmi 27 candidats, celui qui dirigera le Mali pour le sortir de la crise politique actuelle, relancer l'économie, négocier avec les éléments armés – Touaregs ou non –, réconcilier les Maliens entre eux, et redonner espoir à tout un pays.

Très tôt dans la journée, les différents observateurs électoraux nationaux et internationaux ont constaté une affluence dans les bureaux de vote des cinq régions du sud du pays, au point d'espérer un taux de participation supérieur aux quelque 30-35% enregistrés lors de précédents scrutins. Il n'en allait toutefois pas de même pour les trois régions du nord, surtout pour celle de Kidal où quelques manifestants se sont réunis en marge du scrutin pour réclamer l'indépendance de l'« Azawad » et où les habitants ont largement ignoré les bureaux de vote. Même constat dans les camps de réfugiés où plusieurs milliers de Maliens n'ont pas voulu aller voter et ne s'étaient donc pas fait recenser ou n'ont pas pu se prononcer faute d'avoir reçu leur carte d'électeurs...envoyée dans leur localité d'origine au Mali ! La communauté malienne de France (300 000 personnes) s'est elle aussi trouvée flouée en rencontrant parfois porte close devant les bureaux de vote où elle devait se rendre.

Sur le plan logistique, le constat de l'organisation pour l'appui au processus électoral au Mali (APEM) est plutôt positif puisqu'il semblerait que l'ensemble des bureaux de vote ait été pourvu des moyens nécessaires au bon déroulement du scrutin. Sur le plan sécuritaire, les soldats de la MINUSMA ont assuré la sécurité dans la région de Kidal, en procédant notamment à une fouille systématique de chaque électeur, tout en étant soutenu par les forces françaises de Serval.

### ***Une élection imparfaite, mais une élection tout de même !***

On le savait, l'élection présidentielle malienne serait une élection imparfaite et elle l'a été. Mais peut-être faut-il reconnaître qu'elle s'est déroulée mieux que prévue, avec notamment une affluence inespérée, et donc dans des conditions « acceptables » pour reconnaître la validité des résultats, comme l'indique le chef de la mission d'observation électorale de l'UE, le député européen Louis Michel<sup>4</sup>. Les frustrations seront là néanmoins pour tout malien qui se sera trouvé dans un camp de réfugiés dans les pays voisins, qui a atteint l'âge de voter pendant ces trois dernières années<sup>5</sup> ou qui n'a pu trouver son bureau de vote. D'autres élections suivront, les législatives qui, si elles se déroulent à l'automne, laisseront le temps à chacun de recevoir les outils et informations nécessaires à la bonne réalisation de son devoir de citoyen. D'ici la fin du dépouillement des résultats de ce premier tour, la présence de fraudes ou de bourrages des urnes reste une inconnue même si certains témoignages semblent déjà aller dans ce sens<sup>6</sup>. Reste à savoir si ces faits épisodiques sont de nature à entacher l'ensemble de l'élection et à remettre en cause le résultat du scrutin : rien n'est moins sûr.

### ***Des sondages à confirmer par un dépouillement de plusieurs jours***

Si dans certains bureaux de vote, le dépouillement a commencé dès dimanche soir, celui-ci se poursuivra sur l'ensemble du territoire pendant plusieurs jours encore, avec un résultat définitif prévu pour vendredi 2 août. Toutefois, les sondages des derniers jours pourraient voir leurs pronostics se confirmer.

---

4. « Présidentielle au Mali : l'UE donne sa bénédiction ». *Le Point*, 26 juillet 2013.

5. Tous les jeunes âgés de 18-19 ans ne sont pas repris dans le fichier des électeurs établi sur base du recensement de 2010.

6. « À Kidal, on a voté 'pour le Mali' ou manifesté 'pour l'indépendance' », Maliactu, 28 juillet 2013.

L'on connaît le nom des deux favoris de ce premier tour : IBK, pour Ibrahim Boubacar Keita et Soumaïla Cissé. Le premier a déjà une longue carrière politique sur le plan national : il a été Premier ministre sous la présidence de Alpha Oumar Konaré, l'un des candidats s'opposant à ATT aux présidentielles de 2002 et 2007 et l'ancien président de l'Assemblée nationale. Après avoir dénoncé le coup d'État du 22 mars 2012, il a rejoint avec son mouvement – le Rassemblement pour le Mali – le Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République (FDR), rassemblant près de 40 partis opposés au coup d'État du capitaine Sanogo. Cependant, il prend par la suite ses distances et adopte une attitude ambiguë envers la junte, dont il reçoit d'ailleurs le soutien pour ce premier tour. Quant au second candidat, il a fait une carrière au sein des institutions politiques maliennes comme ministre sous Alpha Oumar Konaré ainsi qu'au sein des institutions économiques africaines en tant que président de la Commission de l'UEMOA. Comme président du parti Union pour la République et la démocratie, il a également rejoint le front anti-putschiste du FDR.

D'un côté, un homme à poigne décidé à mettre un terme aux humiliations subies par le pays, qui n'a pas hésité à prendre ses distances avec le front anti-putschiste, et qui se voit soutenu par le mouvement Sabati 2012 que l'on soupçonne être le « bras politique » du Haut Conseil islamique du Mali – dont le Conseil exécutif est dirigé par un imam qui s'est déclaré favorable à un État islamique au Mali<sup>7</sup>. De l'autre, un homme à la tête de la deuxième force politique du pays, qui obtiendra le soutien au second tour (prévu le 11 août) – si second tour il y a – de toutes les forces politiques réunies dans le front anti-putschiste laïc, qui jusque-là présentaient leur propre candidat. Si l'irruption de la religion dans ce scrutin et donc dans le jeu politique peut avoir un certain poids, elle n'en demeure pas moins inquiétante pour l'avenir du pays et de sa Constitution laïque.

### *L'avenir du Mali en suspens encore et toujours*

Le Mali a voté et le Mali aurait choisi, selon les premières estimations...deux dinosaures. « On prend les mêmes et on recommence » serait-on tenté de dire et à juste titre. Car les deux candidats qui semblent plébiscités sont tous deux issus du sérail et ont fait partie des dirigeants du pays des vingt dernières années ayant fermé les yeux sur certaines mauvaises pratiques et ayant conduit à la situation actuelle. Mais la voix du peuple – d'une partie tout au moins car quid de la voix des populations du nord qui se sont peu mobilisées ? – s'est faite entendre, et semblerait-il quelques heures après la clôture du scrutin, de façon juste et équitable. La prudence reste néanmoins de mise tant que les rapports des observateurs nationaux et internationaux ne sont pas rendus publics : souvenons-nous que les apparences sont parfois trompeuses dans un pays qui, il n'y a pas si longtemps encore, nous était présenté comme l'exemple démocratique de la région.

Mais la page de la crise malienne n'est pas encore tournée : le second tour est tout aussi crucial que le premier. C'est lui qui déterminera le futur dirigeant du pays. Le risque de démobilisation des électeurs et de la société civile est bien présent en raison des déceptions liées aux résultats du premier tour, de même que le risque de déstabilisation si des contestations éclatent dans les jours prochains.

\* \* \*

---

7. « Au Mali, les wahhabites de Sabati veulent peser sur la présidentielle », *Le Monde*, 27 juillet 2013.